

leurs pères par la politique à rebours de leur gouvernement? Que penser maintenant de la dette publique? Pour la seule année fiscale 1977-1978, on va devoir payer 2 milliards de dollars en intérêts seulement. Peut-on vraiment me dire que fait le gouvernement fédéral pour arrêter cette hémorragie de nos deniers publics?

● (1532)

A quand l'effondrement? A quand la politique d'aide aux municipalités aux prises avec des problèmes insolubles, faute d'argent pour se doter d'un système d'égout et d'eau potable? A quand les pensions à 60 ans pour les travailleurs désireux de prendre leur retraite? A quand le revenu minimum garanti promis lors de la campagne de 1974? A en juger par le mini-budget du 20 octobre dernier, le gouvernement n'a aucun autre moyen de s'en sortir que par un déluge de mots qui se perdent dans une mer sans fond. On nous raconte toujours les mêmes rengaines, à savoir qu'il n'y a pas de solution miracle ni de baguette magique.

Monsieur le président, je me souviens très bien des années 1930 où tous les peuples de la terre à l'exception peut-être de l'Allemagne devaient se serrer la ceinture. A ce moment là, j'ai travaillé pour 5c. l'heure, 10 heures par jour pour gagner la somme de 50c. par jour. Je me souviens que toute une journée de travail suffisait à peine à acheter un gallon et demi d'essence.

Plusieurs mangeaient uniquement de la soupe et ne vivaient que de poisson et de pelures de pommes de terre. Soudain la guerre éclata. Du jour au lendemain le gouvernement fédéral sortit ses tours de magie et, d'un coup de baguette, fit surgir des milliards de dollars pour défendre les soi-disant libertés contre une autre partie de l'univers à qui l'on avait faire croire qu'ils se battaient au nom de la même liberté. Soudain, après quelques années, les grosses batailles ont cessé pour faire place à quelques escarmouches sporadiques. Petit à petit nos dirigeants ont remis leurs tours de passe-passe et leur baguette magique et, de jour en jour, on a pris des trous sur le tour de taille des contribuables canadiens et ce en se serrant la ceinture au point que, très bientôt, il n'y aura plus rien pour retenir cette même ceinture. Voilà, monsieur le président, où nous en sommes rendus. Pourtant, depuis de nombreuses années, nous du Crédit social, nous proposons des solutions pour desserrer la ceinture au lieu de la serrer.

Monsieur le président, le présent gouvernement fait la sourde oreille et, engourdi par le venin de la haute finance, il préfère la ceinture qui serre à celle qui libère, et bientôt son entêtement à ne pas vouloir se servir de la baguette magique des années '39 le conduira, lui et le peuple, à une faillite imminente, à moins que des événements semblables à ceux de 1939 ne fassent retrouver la baguette magique qui permettrait encore une fois à notre gouvernement de retrouver le nerf «motivateur» pour redonner au peuple le sang économique nécessaire à la croissance et au développement normal d'un peuple qui attend avec impatience la venue du magicien avec sa baguette.

Monsieur le président, à plusieurs reprises, et par le biais de la motion 43, j'ai fait plusieurs pressions en ce qui concerne le secteur industriel, par exemple, dans l'industrie du meuble québécois alors qu'on s'est tout simplement fait envahir par les pays étrangers. En effet, l'an dernier, les importations de meubles québécois ont augmenté de 26.3 p. 100, ce qui a eu

Situation économique

pour effet de faire perdre à plus de 3,000 travailleurs canadiens leur emploi dans l'industrie du meuble.

Dans le domaine des téléviseurs-couleurs, le 29 janvier 1976, j'ai présenté une motion en vertu de l'article 43 du Règlement pour demander que des contrôles plus sévères soient imposés à l'importation de ces appareils. En effet, à cette période, on pouvait constater que près de la moitié des téléviseurs-couleurs vendus au Canada, soit 46 p. 100, étaient fabriqués à l'étranger, surtout au Japon et aux États-Unis. A ce moment-là, je m'en souviens très bien, la seule compagnie, soit la compagnie Fleetwood, à fabriquer des téléviseurs-couleurs au Québec venait d'annoncer qu'elle devait congédier 150 employés. Alors, monsieur le président, pourquoi donc le gouvernement attend-il à la dernière minute pour intervenir? Dans le secteur de l'industrie de la chaussure, le 19 mai dernier, je présentais à la Chambre des communes une motion en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement pour que le gouvernement impose des restrictions sur les importations de chaussures. En effet, selon les statistiques, on pouvait se rendre compte qu'au cours des 12 derniers mois, 21 usines fabriquant des chaussures avaient fermé leur usine au Canada, causant ainsi la perte de 2,500 emplois alors que l'on connaît pourtant au Canada le taux de chômage le plus élevé depuis les 37 dernières années. A cause d'un manque de prévoyance et de leadership du gouvernement actuel, cela a pour résultat que les importations se sont appropriées 56 p. 100 du marché alors que seulement 44 p. 100 appartenait à l'industrie canadienne.

Monsieur le président, j'aimerais bien également citer un passage, on nous dit souvent ici que ça prendrait une baguette magique pour faire jaillir pas du rocher mais de nos richesses naturelles les deniers nécessaires au développement de notre pays. J'ai ici devant moi, monsieur le président, un extrait tiré de l'article intitulé: *The Issues as I see them*, publié par le magazine *Maclean* le 15 septembre 1935, par le très honorable William Lyon Mackenzie King et je cite:

Permettez-moi de protester à nouveau comme je l'ai fait au Parlement contre l'abandon aux mains d'une institution privée du contrôle exercé sur la monnaie et le crédit de la nation. Lorsqu'une nation cède à d'autres le contrôle de sa monnaie et de son crédit, l'honnêteté de ses législateurs n'importe plus. Une fois en place, l'usure peut mener n'importe quelle nation à la ruine. Toute discussion sur la souveraineté du Parlement et la démocratie restera vaine et futile tant et aussi longtemps qu'on refusera de redonner au gouvernement le contrôle de la monnaie et du crédit et de reconnaître en cette fonction la responsabilité la plus inhérente et la plus sacrée qui lui incombe. Redonner à la nation ce qu'elle a perdu, tel est l'objectif qui continuera de guider l'effort des libéraux.

Monsieur le président, ça se passait il y a plus de 40 ans. Apparemment, les libéraux ont perdu, ont oublié tout ce que leur illustre prédécesseur leur avait si bien dit. Et comme il le disait, après 40 ans, nous sommes au bord du précipice. Et pourtant, nous, créditistes, n'avons jamais été au pouvoir.

Dans un discours prononcé devant l'Union commerciale mauricienne en novembre 1959, l'ancien ministre canadien des Finances, M. Donald Fleming, déclarait ceci:

Je tiens à souligner que le gouvernement canadien ne peut exercer aucun contrôle sur notre masse monétaire. Il ne peut ni l'augmenter, ni la réduire.

Monsieur le président, pourquoi le gouvernement fédéral qui a le pouvoir de créer de la monnaie passe-t-il ses pouvoirs à un monopole privé et va ensuite emprunter ce que le Parlement peut créer lui-même, en payant des intérêts au point de mettre le pays en faillite? En effet, entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et 1975, soit au cours des 30 dernières années, nous avons connu 17 années consécutives déficitaires au niveau du